



Après des provocations dans les lycées, le milieu scolaire s'attend à des offensives contre les principes républicains et la loi de 2004 Laïcité: la « prudence » de Pap Ndiaye inquiète

Test

Le ministre de l'Éducation nationale donne ce vendredi une conférence de presse sur la rentrée. Jeudi, devant les recteurs et directeurs académiques, Emmanuel Macron a déclaré que « l'école est aux avant-postes » sur la laïcité, estimant que **le « combat reste toujours à mener pour l'universalité et l'humanisme », contre « la résurgence de tous les obscurantismes ».**

APRÈS LES ABAYAS OU LES KAMIS, d'autres tenues islamiques pourraient tenter de faire leur entrée dans les lycées. Appelés « kimonos », qualifiés de « vêtement confortable et en même temps modeste » (autrement dit pudique), ces amples robes-manteaux sont classés parmi les meilleures ventes sur les sites spécialisés. « Après les provocations du printemps, les tentatives de contourner la loi sur les signes religieux ostensibles vont recommencer », pronostiquent plusieurs enseignants au fait des questions de laïcité.

Le nouveau ministre Pap Ndiaye est attendu au tournant sur ce sujet inflammable. A peine nommé, il avait été confronté en juin à la « nette recrudescence » des incidents liés à ces tenues, révélée par l'Opinion et documentée par une note des Renseignements territoriaux. D'abord silencieux sur le phénomène, il avait ensuite jugé dans *Le Parisien* que « quand on est ado, on aime provoquer. La tenue ne signifie pas nécessairement un engagement dans une démarche religieuse ». Dans le même temps, le ministre n'avait pas condamné très explicitement les faits survenus au lycée Charlemagne, à Paris, où une candidate avait voulu se présenter voilée à une épreuve du bac. La conseillère principale d'éducation, qui avait eu une vive altercation avec l'élève, et la direction du lycée avaient ensuite fait l'objet de menaces de mort sur les réseaux sociaux.

Bilan mensuel. Dans ce contexte éruptif, le moindre signal est interprété. Le ministre

s'est engagé à publier un bilan mensuel (il est jusqu'à présent trimestriel) des atteintes à la laïcité. Dans la traditionnelle circulaire aux recteurs, il a aussi promis que « dans les académies où ces faits sont plus nombreux, les équipes valeurs de la République seront renforcées et départementalisées ».

Mis à l'honneur à la rentrée 2021 par Jean-Michel Blanquer qui l'a créé, le Conseil des sages de la laïcité (CSL) n'a cependant pas été invité à la conférence de presse du ministre ce vendredi. Sans verser dans le procès d'intention, l'instance ne sait pas très bien sur quel pied danser. Sa présidente, Dominique Schnapper, a été reçue le 23 juin par Pap Ndiaye. Un entretien très courtois entre l'historien et la sociologue, tous deux vieilles connaissances de l'EHESS.

Ce qui n'empêche pas des interrogations sur l'avenir du Conseil des sages. Personne n'imagine voir l'organe supprimé. Un élargissement de sa composition (17 membres aujourd'hui) serait évoqué rue de Grenelle, notamment pour y faire entrer davantage de femmes. Tout comme est rappelé leur simple rôle de « conseil » à des Sages accusés de se mettre un peu trop sur le devant de la scène.

En quatre ans d'existence, le CSL a publié de nombreux documents destinés à aider les enseignants sur les sujets de laïcité et participe aussi à leur formation sur ces questions. Une raison d'être et une légitimité qui ont évidemment été renforcées après l'assassinat de Samuel Paty. « Nous étions protégés par Blanquer mais nous nous sommes toujours heurtés au poids du mammoth. Nous jouons une partie serrée », relate l'un de ses membres.

Personne ne doute que le nouveau ministre, qui s'est vite vu accoler l'étiquette « wokiste » à son arrivée au gouvernement, « ne fera pas de faute de carre » sur la laïcité. Son premier déplacement officiel fut d'ailleurs réservé au collège des Yvelines où enseignait Samuel Paty. Mais,

pour le camp laïque, rester dans un silence prudent n'est pas suffisant car « sans discours hyper clair, le risque est grand de voir les consciences s'endormir. Or, il n'est pas évident que le ministre et son entourage aient bien saisi toute l'ampleur et les enjeux du sujet. »

@malombard

Marie-Amélie Lombard-Latune